

## **C'est leur crise, pas la nôtre, à eux de la payer !**

Chaque jour amène son lot de mauvaises nouvelles: le chômage en atteint 8,2 % en Europe, d'énormes entreprises comme Général Motors sont au bord de la faillite (qui entraînerait en Europe la perte de 300.000 emplois), les bourses n'en finissent pas de plonger et les plus grandes banques et compagnies d'assurance du monde sont en grandes difficultés... C'est clair, la crise que vit l'économie mondiale commence à montrer ses effets dramatiques. Dans cette situation, les gouvernements du monde entier volent au secours des entreprises en difficultés, plans après plans, mais cela n'atténue pas les effets de la crise pour les travailleurs. Au contraire, au lendemain de ces injections de capital, les licenciements et coupes budgétaires dans les services publics continuent d'être annoncés. Il faut se rendre à l'évidence, c'est parce que **cet argent sert à sauver leurs bénéficiaires et non à sauver l'emploi**. Des bénéficiaires qui continuent à atteindre des records ces dernières années à l'image d'Exxon Mobil qui s'élevait à 40,6 milliards \$ en 2007 !

Chez nous, l'Etat a injecté 7,7 milliards € dans Fortis, ce qui n'a pas évité son démantèlement ni les pertes pour des milliers d'épargnants. En attendant il annonce un déficit de la sécurité sociale de 1,7 milliard € alors que rien qu'en 2007, 7,7 milliards € d'exonérations de charges avaient été offertes aux patrons ! L'Etat est bel est bien à leur service quand il utilise l'argent des travailleurs pour garantir leurs bénéficiaires, en bref quand **ils veulent nous faire payer la crise de leur système**. Aujourd'hui, des milliers de travailleurs sont mis en chômage économique sans cesse prolongé, les avantages extra salariaux sont supprimés et la pression augmente partout au nom de la crise. De plus, le droit de grève continue d'être menacé par l'envoi des huissiers et la mise en place progressive d'un service minimum dans les services publics.

Malheureusement, les travailleurs ne pourront pas espérer d'augmentations salariales dans cette sombre période qui s'ouvre, mais les patrons, par contre, peuvent déjà se frotter les mains car des millions d'euros vont leur être donnés par le gouvernement. C'est, dans les grandes lignes ce qui est prévu par l'accord interprofessionnel 2009-2010, approuvé en toute hâte par nos organisations syndicales. Négocié, comme d'habitude, dans le plus grand secret et approuvé par les seuls permanents, sans débat à la base, cet accord lie les mains des travailleurs face à la crise. Les sommets syndicaux invoquent les augmentations de salaire et la revalorisation des allocations sociales pour justifier les concessions au patronat de cet accord « exceptionnel ». Mais ces acquis-cacahuètes ne servent qu'à nous masquer les énormes concessions faites aux patrons. Au contraire, **notre méthode doit être d'obtenir de solides victoires sans céder un pouce de terrain, et cela ne se fera qu'au travers une lutte décidée contre le patronat et ses alliés !**

**Les directions syndicales doivent rompre la conciliation avec les patrons et le gouvernement** et ne négocier que sur base d'un réel rapport de force. Partout en Belgique, des milliers de travailleurs luttent contre les attaques à leur condition de vie. Il faut temps d'unir ces luttes et **d'organiser de grandes mobilisations unitaires et de préparer une grève générale à la base qui fasse trembler ce gouvernement** et impose l'utilisation des sommes destinées aux cadeaux patronaux pour créer des emplois, la nationalisation des institutions financières et des banques, la nationalisation des entreprises qui licencient, Face au chômage, une réduction du temps de travail et une embauche massive dans les services publics. Bref aller dans les poches des patrons pour résoudre la crise ! C'est leur crise, pas la nôtre, à eux de la payer !

**Stop aux cadeaux aux patrons !**

**Plus d'argent pour de nouveaux emplois dans les services publics et pour la collectivité !**

**Des emplois pour tous !**

**Réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire**



**Ligue Communiste des Travailleurs (LCT)**

Section belge de la LIT-QI

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

Ed. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles